



## ARRETE REGLEMENTAIRE N°24-005-PM

### ARRÊTÉ TEMPORAIRE RELATIF À LA POSE D'UN ÉCHAFAUDAGE SUR VOIE PUBLIQUE

**LE MAIRE** de la Commune de Magny-les-Hameaux;

**VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales complétée et modifiée par la Loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

**VU** la Loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

**VU** l'arrêté interministériel du 24 Novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

**VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment les articles L2131-1 à L.2213-6-1, L.2215-5, L.2211-1 L2212-1, L.2212-2, L2212-5 et L.2542-2 ;

**VU** le Code Général des propriétés des personnes publiques et notamment les articles L.2122-1 à L.2122-4 et L.3111-1 ;

**VU** le Code de la Route ;

**VU** le Code de la Voirie Routière ;

**VU** le Code de l'Urbanisme ;

**CONSIDÉRANT** la demande présentée par Madame Stéphanie CHARLES pour la société SER ETANCH' sise ZAC de la ferme Rose – 6 rue Descartes – 78320 Le Mesnil-Saint-Denis ;

**CONSIDÉRANT** l'installation d'un échafaudage sur le bâtiment du Centre Social ;

**CONSIDÉRANT** que par mesure de sécurité il y a lieu de réglementer l'installation d'un échafaudage sur la voie publique ;

**CONSIDÉRANT** que le maire est chargé, sous le contrôle administratif du représentant de l'État dans le département de la police municipale, de la police rurale et de l'exécution des actes de l'État qui y sont relatifs ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer : la sécurité, de bonnes conditions de circulation et de stationnement ;

#### ARRETE

##### **Article 1**

La société « SER ETANCH' » est autorisée à installer un échafaudage, pour effectuer des travaux de remplacement de la véranda sur l'entrée du bâtiment du Centre Social situé esplanade Gérard Philipe, **aux jours et heures désignés ci-dessous** :

• **A compter du lundi 29 janvier 2024, à 08h00, jusqu'au vendredi 23 février 2024, à 18h00.**

##### **Article 2**

###### **Prescriptions techniques particulières**

L'implantation de l'échafaudage sera conforme au plan ci-annexé. Il aura pour dimension 07 mètres et 03 mètres de longueur et de 02 mètres de retour.

##### **Article 3**

La pétitionnaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la sécurité des usagers et respecter la qualité de la voirie en mettant en place des protections nécessaires.

##### **Article 4**

Des protections piétonnes devront être installées sur l'ensemble des montants de la structure.

##### **Article 5**

###### **Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est

responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

#### **Article 6**

Le demandeur devra se conformer à toutes dispositions ou obligations réglementaires non prévues par le présent arrêté.

#### **Article 7**

Le demandeur ne pourra, sous peine de sanctions, occuper le domaine public défini ci-après, qu'en possession du présent arrêté, ainsi que de l'éventuelle autorisation rectificative d'occupation.

#### **Article 8**

Le demandeur devra afficher en permanence, visible du domaine public, le présent arrêté et les éventuelles autres autorisations, qui devront pouvoir être produites à toutes réquisitions des Services de Police Municipale, de Gendarmerie et ceux de la Ville.

#### **Article 9**

Le demandeur sera responsable de la mise en place et du maintien de la signalisation et des dispositions de protection temporaire du chantier, de jour comme de nuit, pendant toute la durée des travaux. Il sera également responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

#### **Article 10**

Le non-respect des règles édictées entraînera l'annulation du présent arrêté et les frais de remise en état de la voirie seront à la charge du pétitionnaire.

#### **Article 11**

##### **Exécution de l'arrêté**

Madame la Directrice Générale des Services de la ville, Monsieur le Chef de la Police Municipale de Magny-les-Hameaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Magny-les-Hameaux, les Services Techniques, la pétitionnaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 12**

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et/ou de notification (articles R421-1 à R421-7 du Code de Justice Administrative).

Fait à Magny-les-Hameaux le 22/01/2024

**Mis en ligne sur le site internet**

**de la ville le :** 23/01/24

**Certifié exécutoire le :** 29/01/24

**Bertrand HOUILLON**

Maire

Vice-Président de la Communauté d'Agglomération  
de Saint-Quentin-en-Yvelines

